Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1971)

“Le Québec dans la crise
présente des valeurs libérales.
Une tâche première: revaloriser
l'appareil politique”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Léon Dion,

"Le Québec dans la crise présente des valeurs libérales. Une tâche première: revaloriser l'appareil politique".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Ryan, *Le Québec qui se fait*, pp. 49-55. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 311 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1971)

“Le Québec dans la crise présente des valeurs libérales.
Une tâche première: revaloriser l'appareil politique”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Ryan, **Le Québec qui se fait**, pp. 49-55. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 311 pp.

Table des matières

Introduction

La surchauffe des rouages politiques dans les démocraties libérales

Une contagion rapide et générale

Le cas du Québec

Urgence d'un redressement

La responsabilité première des gouvernants

Une proposition : créer un groupe de travail spécial

Léon Dion (1971) ¹

“Le Québec dans la crise présente des valeurs libérales.
Une tâche première: revaloriser l'appareil politique”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Ryan, **Le Québec qui se fait**, pp. 49-55. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 311 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une dizaine d'années seulement, dans la plupart des sociétés libérales d'Occident, l'euphorie était à l'ordre du jour : l'homme, disait-on, était enfin sur le point de conquérir la maîtrise complète et définitive des organisations sociales et, au prochain tournant, ce devait être l'opulence. Car, croyait-on, la pleine maîtrise des organisations et l'opulence permettaient à une partie de l'humanité d'accéder, au bout d'un long chemin, aux portes du paradis terrestre dont elle allait faciliter l'accès à l'autre partie, celle du tiers-monde, moins favorisée. Les objectifs des penseurs les plus radicaux ayant été atteints ou même dépassés, d'aucuns proclamaient l'imminence d'un apaisement des conflits et d'un déclin des idéologies.

¹ *Auteur de nombreux ouvrages et articles sur la démocratie, spécialisé dans les questions relatives à l'opinion publique et aux groupes de pression, Léon Dion étudie depuis longtemps l'évolution des idéologies politiques. Il fut co-directeur des recherches auprès de la commission d'enquête sur les problèmes du bilinguisme et du biculturalisme.*

Toutes ces anticipations, grandioses ou naïves, selon les points de vue, se sont ces dernières années effondrées comme des châteaux de cartes devant les assauts répétés des mouvements de contestation radicale des sociétés. Et c'est précisément cet ordre social au sein duquel les idéologies devaient s'assoupir que la contestation vise en plein coeur. Au « règne des machines », au poids du « système », à l'emprise des concepts « opératoires », on oppose une société plus humaine, l'abolition des privilèges de castes, la promotion sociale des catégories défavorisées ainsi que la participation de tous à la gestion des affaires publiques. Sous la poussée contestataire, déjà les cadres sociaux se disloquent et la mécanique socio-politique tout entière risque de se détraquer : étudiants, déshérités des régions excentriques et des villes, groupes sociaux et ethniques, collectivités marginales de toutes sortes se mettent en travers de la route et, se réclamant de l'égalité, de la justice, de la liberté, se portent à l'assaut des pouvoirs dont naguère on vantait pourtant la nature bienveillante et les effets bénéfiques. Les supports sociaux de ces mouvements émergents sont pour l'instant divers et diffus. Ils prennent la forme de comités de citoyens, de groupements de noirs, d'étudiants, de travailleurs industriels et agricoles, de déshérités sociaux, de minorités ethniques ou nationales. Les « pouvoirs » qu'ils représentent sont distincts et parfois antagonistes mais il n'est pas exclu qu'à la faveur des circonstances ils effectuent éventuellement une jonction. La rapidité et la facilité croissantes avec lesquelles des « fronts communs » se constituent laissent présager des alliances plus durables et des unions plus intimes.

La surchauffe des rouages politiques dans les démocraties libérales

[Retour à la table des matières](#)

La crise, d'essence culturelle et sociale, se cristallise au niveau politique. Si la critique de la « société de consommation » vise en plein coeur l'ordre social tout entier, c'est toutefois le système politique qui constitue la cible de premier choix. Les raisons qui expliquent ce fait sont sans doute nombreuses mais deux surtout retiennent l'attention.

D'une part, en effet, par suite de l'expansion du *Welfare State*, il est bien peu de domaines d'action collective qui échappent aujourd'hui à la surveillance de l'État : qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, du bien-être, du développement social et économique, des conventions collectives dans le domaine public et para-public ou des entreprises publiques, les gouvernements assument à l'endroit des individus et des groupes des responsabilités sans cesse croissantes. D'autre part, on préconise en plusieurs milieux un nouveau style d'action politique axé sur l'animation et une large participation populaire. Dans le contexte des sociétés libérales, proclamer l'avènement d'une « démocratie de participation », comme le fit en 1960 ce grand fabricant de formules politiques que fut John F. Kennedy et comme le firent après lui tant d'hommes politiques, dont Charles de Gaulle et Pierre Elliott Trudeau, c'était engager les sociétés dans une voie pleine de promesses mais parsemée d'écueils. En effet, l'analyse des comportements politiques concrets contredit de façon brutale les représentations conventionnelles du citoyen, comme individu rationnel, éclairé et engagé, courantes dans les sociétés démocratiques de type libéral. Deux à trois pour cent des citoyens tiennent les leviers de commande politique. Dix à vingt pour cent concourent de diverses façons à leur pouvoir tandis que quatre-vingt à quatre-vingt-dix pour cent croupissent dans l'apathie et sont plus ou moins laissés pour compte.

Cette double évolution vers un gouvernement de plus en plus interventionniste et vers une participation politique des groupes de plus en plus poussée a vite provoqué la surchauffe des rouages politiques qui, eux, sont demeurés substantiellement inchangés. Ces groupes ne parviennent pas à canaliser avec une rapidité suffisante et comme il convient les demandes d'action politique qui se font de plus en plus nombreuses et pressantes. D'où la création de mécanismes non officiels pour permettre la formulation de ces demandes et la radicalisation croissante des esprits parmi d'importants segments de la population.

L'incapacité apparente des sociétés libérales de répondre convenablement à ces revendications pressantes et même de les comprendre laisse présager pour les années qui viennent des affrontements d'une extrême violence et susceptibles même de déclencher une révolution intégrale d'une portée historique comparable à la révolution française.

Le heurt des nouveaux projets de civilisation et des valeurs libérales crée un climat propice à la résurgence des idéologies. D'origine souvent non occidentale, une fois transplantées en Europe et en Amérique, ces idéologies sont susceptibles de prendre des formes insolites, sinon monstrueuses. Le maoïsme devient terrorisme pur ; le communalisme se mue en anarchisme à vide.

Une contagion rapide et générale

[Retour à la table des matières](#)

Signalés d'abord aux États-Unis, le pays le plus « avancé » du monde, les signes de révolte se propagèrent partout - au Japon, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie - avec la rapidité de l'éclair. La contagion générale n'a pas épargné le Québec où existent des conditions particulièrement favorables à la contestation. Depuis trois ans, avec une gravité sans cesse croissante et à des intervalles de plus en plus rapprochés, les conflits succèdent aux conflits, les manifestations de colère aux manifestations de colère. Le Québec risque de se réveiller demain dans un état généralisé et permanent de crise.

Devant la tournure des événements, les peuples, inquiets, s'interrogent. Est-il encore possible de redresser la situation ? Doit-on persister dans l'orientation esquissée au cours de la dernière décennie ou, au contraire, faut-il tenter de rebrousser chemin et restaurer le règne moins exaltant mais aussi moins turbulent de la démocratie sans le peuple ? Dans la mesure où le choix de solutions reste possible, trois voies s'offrent théoriquement : l'instauration d'une techno-démagogie qui soulagerait les individus et les groupes de toute obligation particulière vis-à-vis de la collectivité et instaurerait pour tous un paradis soporifique ; l'abolition de la primauté du politique par une nouvelle proclamation du caractère bénéfique de la spontanéité du social et de la démocratie purement juridique ou encore par suite du triomphe de l'anarchie ; et, finalement, la poursuite sérieuse du projet de la démocratie de participation par l'examen des conditions propres à la rendre possible et, notamment, par la réforme du fonctionnement de l'appareil socio-politique. Il s'impose surtout de se refuser dorénavant aux

formules ronflantes et ambiguës qui peuvent rapporter des dividendes dans les périodes électorales mais qui sont susceptibles de susciter des espoirs tout à fait disproportionnés par rapport aux dispositions réelles des gouvernants, aux possibilités socio-économiques concrètes ou aux contraintes inhérentes à la bonne marche des organisations. C'est par l'accumulation imprudente des frustrations parmi le peuple qu'on prépare le lit des révolutions.

Dans ce domaine comme dans tant d'autres, les confrontations qui finalement décideront des grandes tendances évolutives vont se produire ailleurs qu'au Québec. Mais s'il est vrai, comme l'affirme Jean-François Revel dans un ouvrage récent, que la révolution qui dénouera la crise présente se produira aux États-Unis, il se peut que ce soit le Québec qui serve de détonateur.

Le cas du Québec

[Retour à la table des matières](#)

De toutes les sociétés occidentales, c'est sans doute au Québec que depuis 1960, toutes proportions gardées, le rythme d'accroissement des tâches du gouvernement a été le plus rapide et qu'on a davantage animé la population en vue de l'inciter à prendre une part active à son propre développement. Mais c'est aussi au Québec, tard venu à la modernité, que l'appareil politique est demeuré le plus déficient. Le problème ne se situe pas d'abord au niveau des hommes qui, dans plusieurs cas, notamment parmi les fonctionnaires, se sont améliorés. Il se situe au premier chef au plan des rouages sociaux et politiques qui, pour l'essentiel, sont demeurés inchangés et dont les modes de fonctionnement sont de plus en plus inadéquats. Depuis 1963, le fossé entre dirigeants et dirigés dans toutes les sphères d'activité et entre gouvernants et gouvernés ne cesse de s'élargir. Les intellectuels, que la question du statut politique du Québec et celle de l'avenir de la langue française ont déjà fortement touchés, se retrouvent tous graduellement dans les rangs d'une opposition qui ne s'est pas encore trouvé de nom,

ni de chef, ni de programme mais qui, demain, pourrait rallier les éléments aliénés et déshérités de la population.

Devant pareil état de choses, le risque est grand pour les dirigeants officiels et les gouvernants de se raidir, de tenter de contrarier le vaste mouvement d'animation qu'ils ont eux-mêmes naguère favorisé, sinon suscité, et de chercher refuge dans une conception abstraite de leur légitimité. Le risque est également grand pour les responsables de l'animation de tourner le dos aux canaux ordinaires d'interactions socio-politiques que sont les groupes d'intérêt et les partis, de faire abstraction dans la formulation de leurs demandes des possibilités économiques et politiques nécessairement limitées, de refuser aux gouvernants la responsabilité finale de la prise des décisions et, au nom d'une certaine justice et de la spontanéité du social, de chercher à s'émanciper de toute contrainte d'ordre juridique et administratif. De la sorte, les premiers deviendraient toujours plus enclins à agir selon une conception réactionnaire et répressive de l'ordre social et de la sécurité collective tandis que les seconds seraient toujours plus vulnérables aux sollicitations du radicalisme. C'est ainsi que le cercle infernal de la contre-violence et de la violence se referme lentement sur la société.

Urgence d'un redressement

[Retour à la table des matières](#)

Le redressement des états d'esprit et des conduites s'impose. On devrait au Québec pouvoir faire des lois, promulguer des ordonnances, préparer et mettre en oeuvre des mesures d'ordre administratif sans risquer, à tout moment, pour être devenu sourd aux revendications des secteurs les plus directement impliqués de la société ou pour n'avoir pu se faire convenablement comprendre d'eux, de susciter de graves remous sociaux.

Cette opération de redressement va requérir l'action concertée de toutes les catégories de la société et plus particulièrement de l'entreprise, des unions ouvrières, de l'université et des agents politiques.

Sans doute, le conflit est inhérent à une organisation sociale de type libéral et chaque catégorie d'agents se doit de maintenir une position de force dans les inévitables affrontements qui résultent du recours aux règles de jeu libérales. Mais quand tout l'ordre social risque de se disloquer sous la poussée croissante des mouvements contestataires, et quand la sauvegarde même des libertés individuelles et collectives l'exige comme c'est le cas présentement, chacun a l'obligation de s'interroger sur la nature des finalités sociales et sur les conditions du fonctionnement de l'appareil socio-politique. Au Québec plus qu'ailleurs encore, les grands moteurs du développement social et économique tournent souvent à petite vitesse et sans synchronisation. Chefs d'entreprises, syndicalistes, universitaires, cultivateurs, hommes politiques, tous sont également concernés par les événements et chacun, dans les conditions particulières qui sont les siennes, doit s'interroger sur ses responsabilités face à une société à réformer et, sous certains aspects, à rebâtir.

La responsabilité première des gouvernants

[Retour à la table des matières](#)

La réforme qui s'impose ici depuis longtemps, c'est au gouvernement qu'il revient de prendre l'initiative de l'entreprendre. Il se doit de passer sans tarder à l'action. Et d'abord, parce qu'il est responsable, devant tout le peuple, de l'ordre social et du progrès collectif. Et ensuite, parce que les modes de fonctionnement de l'appareil politique sont particulièrement déficients. Dans l'ordre actuel des choses, c'est finalement la capacité du système politique de produire des décisions qui détermine le rythme de l'action collective. Or, au Québec encore plus que dans les autres sociétés libérales, ce rythme continue à être déterminé par une mécanique dont les rouages essentiels sont vieux d'un siècle et auxquels on a ajouté de façon tout empirique et pour parer au plus pressé un lourd attirail de pièces disparates et non rodées. La lourdeur et la lenteur du système ont accumulé des retards qui,

dans certains secteurs, sont effarants. Les déficiences des mécanismes socio-politiques sont devenues si graves qu'il est pratiquement impossible, dans les secteurs les plus stratégiques, d'oeuvrer « à froid ». Si on ne répare pas la machine, le peuple, un jour, s'en emparera et la mettra au rancart.

Le gouvernement doit se déterminer à prendre les moyens propres à recréer un climat de confiance parmi la population. Il ne doit pas hésiter, s'il le faut, à bousculer les vieilles orthodoxies parlementaires et administratives qui paralysent l'esprit de réforme. L'objectif général de la réforme doit être le suivant : aviser aux moyens de permettre l'intégration politique des forces vives de la nation, y compris celles que canalisent aujourd'hui des organisations comme les comités de citoyens, le FRAP, etc. L'examen de cet objectif fera porter l'attention sur les canaux qui relient les individus et les groupes aux processus décisionnels et, de façon particulière, sur les modes de leur participation à la définition des problèmes socio-économiques et au choix des fins collectives. Trop souvent, le refus de participation et la contestation elle-même résultent de l'insuffisance des cadres d'action disponibles. Les préoccupations se situent donc au plan des instrumentalités de la traduction des volontés sociales en possibilités et actions politiques.

Une proposition : créer un groupe de travail spécial

[Retour à la table des matières](#)

La définition concrète de cet objectif dans des termes qui conviennent au contexte québécois supposera un examen sérieux de l'ensemble de la situation. Les moyens ordinaires du gouvernement ne lui permettent pas de procéder à cet examen. Une première formule consisterait à créer une grande commission d'enquête composée de personnes extérieures au gouvernement. Trop souvent ces commissions mettent beaucoup de temps à comprendre la nature de leur mandat, perdent de vue l'évolution de la conjoncture et finalement par-

viennent à des recommandations en porte-à-faux. Il faudra plutôt créer un groupe de travail spécial sur la participation des citoyens à l'action politique au Québec. L'accent devra être mis sur le fonctionnement de l'appareil politique en ce qui concerne les relations entre gouvernants et gouvernés. Ce groupe de travail spécial devrait être constitué d'un aussi petit nombre de personnes que possible et serait composé, par exemple, d'un député, d'un fonctionnaire et d'un spécialiste. La création de ce groupe de travail ne devrait toutefois pas inciter le gouvernement à surseoir aux réformes dont le besoin se fait sentir avec une acuité particulière. Un aspect majeur de la tâche de ce groupe devrait précisément être de susciter des réformes et d'en permettre la mise en oeuvre dans l'esprit du programme d'ensemble que, par ailleurs, il lui incombera de formuler.

Les voies de la démocratie sont plus difficiles que naguère. Nous entrons dans une ère d'interrogations profondes et intégrales. Mais le défi qui est posé à tous les Québécois, par son ampleur même, doit les inciter à la réflexion et à l'action constructive. Dans un contexte bien différent de celui du début de la précédente décennie, il leur faut retrouver le bel élan de ces années qui furent parmi les plus exaltantes de leur courte histoire.

Fin de l'article